



PANAMA PAPERS... QUAND LA PRESSE SE DECIDE ENFIN A COMMUNIQUER !

4 avril 2016, les médias dévoilent des informations sur des sociétés offshore établies au

Panama qui blanchissent de l'argent pour le compte de clients plus ou moins prestigieux... D'un seul coup, la fraude et l'évasion fiscale seraient la nouveauté et le scandale du moment.

Pour les agents de notre administration ce qui est dévoilé n'est pas une surprise...

Depuis des années à la DGFIP, la CGT Finances Publiques ne cesse d'alerter sur les conséquences désastreuses des politiques fiscales menées qui

vident peu à peu la DGFIP de ses moyens l'empêchant de réaliser ses missions...

Les révélations des journaux n'ont surpris que ceux qui veulent bien être surpris.

Elles viennent surtout conforter l'analyse de la CGT qui revendique depuis des années les moyens législatifs et matériels avec les effectifs nécessaires pour accomplir les missions de la DGFIP et en particulier la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale par un contrôle fiscal offensif !

La Cour des comptes le confirme, " la fraude sociale patronale – le non-paiement des Cotisations sociales – a doublé en 8 ans pour atteindre 20 à 25 milliards d'euros par an. Soit deux fois le déficit annuel de la Sécurité sociale."

Quant à la fraude et l'évasion fiscales, elles sont estimées de 60 à 80 milliards d'euros de recettes perdues par an pour l'État, du fait essentiellement des ménages les plus fortunés et des entreprises et des multinationales.

Pour éviter de nouveaux scandales, il ne s'agit pas d'affirmer comme certains que les paradis fiscaux c'est fini, ou encore communiquer sur le plan contre la fraude fiscale, mise à disposition de futurs nouveaux outils (datamining etc), ou le renforcement hypothétique de la coopération entre Etats dans les médias...

Pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale, cette gangrène qui dévore le budget de l'Etat, il faut simplement entendre les agents des Finances publiques, leur donner les moyens de travailler et construire une répartition plus juste des richesses.

La CGT Finances Publiques ne se contentera pas des promesses et de mesures de façade mais elle exige des actes de l'Etat Français sur les moyens humains matériels et outils législatifs comme sur la coordination européenne et mondiale de la lutte contre la fraude et l'évasion Fiscale.

